Qu'est-ce qui relie un militant parti au Rojava et une bande de potes arrêtés pour des «projets d'actions violentes», des manifestants de Sainte-Soline, des utilisateurs de l'application Signal ou des personnes révoltées par l'exécution de Nahel ? À chaque fois, la demande de justice et de liberté. À chaque fois, l'État a voulu les terroriser. Toutes et tous ont été la cible d'une répression «anti-terroriste».

Le 8 décembre 2020, neuf personnes sont arrêtées dans différentes villes de France et présentées comme «membres de l'ultra-gauche» dans la presse. L'enquête est construite sur la base de suppositions et d'extrapolations, notamment autour de l'usage de messageries sécurisées, qui prouveraient, selon les autorités, la violences de leurs utilisateurs. Malgré un dossier d'instruction vide, et même si les autorités avouent «qu'aucun projet précis de passage à l'acte n'a été identifié», certaines vont passer des mois en détention préventive pour «association de malfaiteurs terroristes», dans des conditions de détention épouvantables.

Le 20 juin 2023, plusieurs membres des Soulèvements de la Terre, ou soupçonnées d'avoir participé aux mobilisations contre les mégabassines, sont arrêtées au petit matin par des agents cagoulés et lourdement armés, puis transférées pendant quatre jours dans les geôles des services anti-terroristes. En parallèle, le gouvernement tente de dissoudre les Soulèvements de la terre et parle «d'éco-terrorisme».

Une semaine plus tard, les unités anti-terroristes sont de nouveau déployées, mais dans les rues cette fois-ci. Il s'agit de réprimer la révolte pour Nahel.

Le procès des inculpé.e.s du 8 décembre aura lieu tout le mois d'octobre au tribunal de Paris : il sera décisif et symbolique. Après leur échec dans «l'affaire Tarnac», les autorités vont tenter avec cette affaire d'obtenir une condamnation qui symbolisera le «danger d'ultra-gauche» et fera jurisprudence. Ce procès pourrait ensuite permettre de généraliser les moyens «anti-terroristes» contre les luttes sociales.

Qui terrorise qui ? Ces dernières années, le pouvoir tente d'assimiler les contestations à du «terrorisme» afin de pouvoir les réprimer sans limite. Pour échanger sur ces questions, soutenir les inculpé.e.s du 8 décembre et écouter leurs témoignages avant le procès, mais aussi entendre le récit des Soulèvements de la Terre et réfléchir aux moyens de résister à l'antiterrorisme, **rendez-vous dimanche 17 septembre à 19h30 à Nantes, à la Cocotte Solidaire, le bâtiment en verre sur l'île de Versailles**.

Nourriture et boissons sur place. Amenez du liquide.